
Thaïlande

Le tourment démocratique

Charuwan Lowira Lulin

Juin 2011



Centre Asie

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-86592-894-1
© Ifri – 2011 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Centre Asie Ifri

L'Asie est aujourd'hui le théâtre d'enjeux multiples : économiques, politiques et de sécurité. L'objectif du Centre Asie est d'offrir un éclairage approfondi, une aide à la décision et un lieu de dialogue autour de ces grands enjeux, par ses travaux, les partenariats qu'il a établis avec les grands centres de recherche internationaux et les manifestations qu'il organise en synergie avec l'ensemble des équipes de l'Ifri.

Les travaux du Centre sont publiés dans *La lettre du Centre Asie* et *Asie.Visions* ainsi que dans des publications académiques extérieures. Par leurs interventions dans les médias et leurs participations régulières à des colloques et séminaires, les chercheurs du Centre Asie s'insèrent dans le débat national et international sur les questions asiatiques.

Asie.Visions

Asie.Visions est une collection électronique consacrée aux problématiques asiatiques. Rédigé par des experts français et internationaux, *Asie.Visions* traite de l'ensemble des thématiques économiques, stratégiques et politiques. L'objectif d'*Asie.Visions* est de contribuer à l'enrichissement du débat public et à une meilleure appréhension des enjeux asiatiques. *Asie.Visions* est publié en français et en anglais.

Dernières publications :

Aurelia George MULGAN, « No Longer the 'Reactive State': Japan's New Trade Policy Activism », *Asie.Visions* 38, mai 2011.

Gilles BOQUÉRAT, « La coopération militaro-industrielle au cœur de la relation indo-russe », *Asie.Visions* 37, avril 2011.

Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE, « L'Indonésie face à la montée en puissance économique de la Chine », *Asie.Visions* 36, décembre 2010.

Takashi TERADA, « Evolution of the Australia-Japan Security Partnership: Toward a Softer Triangle Alliance with the United-States », *Asie.Visions* 35, octobre 2010.

Li ZHANG, « China-India Relations: Strategic Engagement and Challenges », *Asie.Visions* 34, septembre 2010.

Gilles BOQUÉRAT, « Le débat sur la gouvernance fédérale au Pakistan », *Asie.Visions* 33, septembre 2010.

Résumé

La Thaïlande a connu des troubles politiques importants au printemps de l'année 2010. Un tel déchaînement de violences s'explique par le délitement du système politique au cours des dernières années et laisse craindre que le chemin vers la démocratie ne soit encore long et semé d'embûches.

En 2001 l'irrésistible montée au pouvoir de Thaksin semblait ouvrir une autre ère politique. Si dans un premier temps, il conquiert largement l'opinion par ses projets de rénovation et une critique lucide de la classe politique, il use par la suite de toutes les pratiques qu'il s'évertuait à dénoncer. Malgré son projet social à destination du monde rural qui lui assure une popularité forte auprès de ce segment de la population, le Premier ministre laisse prospérer le détournement de l'argent public à des fins clientélistes, la corruption flagrante, le populisme et la démagogie.

En 2006, la population urbaine, exaspérée par ces pratiques, se mobilise : les premières protestations antigouvernementales menées par les « chemises jaunes » secouent le pays.

Malgré le coup d'État militaire de septembre 2006, le « système Thaksin » se remet en place, ce qui conduit à durcir encore l'opposition. Quand celle-ci gagne le pouvoir, elle est confrontée au camp des pro-Thaksin, les « chemises rouges ». Les partisans de l'ancien Premier ministre visent son retour aux affaires en tentant de renverser le régime par la force ou par la contestation populaire.

Dans cette ambiance de guerre politique, fait nouveau, la monarchie est visée. Or le roi, malade et réticent à prendre parti pour l'un ou l'autre camp, reste silencieux.

Les récentes agitations reflètent l'état actuel de grave instabilité à la fois politique, morale et sociale de la Thaïlande. Le chaos politique perdure et les grandes difficultés du système à s'adapter aux nouvelles revendications démocratiques laissent planer une lourde inquiétude sur l'issue des élections de juillet.

Sommaire

INTRODUCTION	4
L'ILLUSION DEMOCRATIQUE	5
Thaksin Shinawatra, héraut proclamé de la démocratie	5
Thaksin au pouvoir : la démocratie confisquée	6
La fin en trompe-l'œil du système Thaksin	8
La démocratie à l'épreuve : chemises jaunes contre chemises rouges	9
LA THAÏLANDE AUJOURD'HUI	12
Thaksin en embuscade	12
La monarchie menacée	15
Une crise multiforme	17
CONCLUSION	19
BIBLIOGRAPHIE	22

Introduction

La Thaïlande a connu des troubles politiques importants au printemps de l'année 2010 : blocage pendant quelques mois du centre économique de Bangkok, affrontements avec près de cent morts, destruction de bâtiments et scènes d'insurrection dans plusieurs grandes villes. Si un tel déchaînement de violences dans une société réputée traditionnellement paisible et accueillante a de quoi surprendre, il s'explique par le délitement du système politique au cours des dernières années et laisse surtout craindre que le chemin vers la démocratie ne soit encore long et semé d'embûches en Thaïlande.

Devenue une monarchie constitutionnelle et parlementaire en 1932, la Thaïlande a connu depuis une vie politique agitée, rythmée par de nombreux coups d'État. En 1992, le roi intervient pour imposer un régime plus respectueux des règles du jeu démocratique, ce qui aboutira à la mise en œuvre d'une nouvelle constitution en 1997. Depuis, le processus s'est heurté à de nouvelles difficultés qui ont culminé avec un nouveau coup d'État en 2006 et près de cinq ans maintenant d'instabilité politique. Cet article se propose de revenir sur les difficultés du processus de démocratisation en Thaïlande au cours des dernières années, en mettant en évidence le rôle joué par l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra. Il décrit dans une première partie les dysfonctionnements du processus démocratique qui ont marqué la période « Thaksin ». Après avoir analysé les ressorts des récents troubles politiques, il tente d'expliquer, dans une deuxième partie, les vulnérabilités du système, les facteurs de blocage ainsi que les perspectives d'évolution.

L'illusion démocratique

Thaksin Shinawatra, héraut proclamé de la démocratie

Né en 1949 à Chiang Mai (Nord de la Thaïlande), Thaksin Shinawatra est un ancien lieutenant-colonel de police, docteur en criminologie de l'université Sam Houston (États-Unis) et industriel à la tête d'un vaste empire multiforme (télécommunications, hôpitaux privés, compagnies de crédit et de promotion immobiliers), entré en politique au milieu des années 1990. Ancien chef (1995-1996) du Parti Palang Dham (« La force de Dhamma »), au sein duquel une certaine rigueur morale a toutefois paru faire obstacle à son ambition, Thaksin Shinawatra fonde le Parti Thai Rak Thai (TRT, « les Thaïs aiment les Thaïs ») le 14 juillet 1998 – la date n'est certainement pas innocente. Au gré des circonstances politiques, le Thai Rak Thai se transformera en Parti Palang Prachachon (PPP, « La force du Peuple ») en 2007, puis en Parti Phuea Thai (PPT, « Pour la Thaïlande ») en 2008.

Outre son charisme et sa simplicité dans les contacts avec les gens modestes dans une société très hiérarchisée, la grande force de Thaksin a été sa capacité à rassembler des personnalités de tous bords. Parmi ses conseillers figuraient d'anciens leaders de soulèvements étudiants de 1973 et 1976 contre les dictatures militaires et d'anciens membres du défunt Parti communiste clandestin de Thaïlande, revenus du maquis après la politique de réconciliation de Prem Tinsulanonda au début des années 1980. Ils ont été, pour Thaksin, les atouts de la conquête du monde rural. Les uns portaient une idéologie que la lutte armée n'avait pu faire aboutir ; Thaksin, lui, voulait le pouvoir.

Par ses projets de rénovation et une critique lucide de la classe politique, Thaksin a largement conquis l'opinion. Il semblait parler juste en dénonçant les maux de la société thaïe, comme l'achat des votes des électeurs et des parlementaires, la corruption

Charuwan Lowira Lulin est chercheur associé au Centre Asie Ifri. Elle est titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale et ethnologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

omniprésente, la priorité donnée à l'intérêt propre avant l'intérêt général et l'administration avec son inefficacité notoire sans notion de service public¹. La résonance et les promesses de ce discours étaient puissantes face au Parti démocrate au pouvoir mené par Chuan Leekpai, homme réputé très intègre mais se montrant davantage comme un gestionnaire des affaires courantes que porteur d'un projet de société. De plus, la stagnation économique dans la région pendant les années 1990 et la crise financière à laquelle la Thaïlande avait dû faire face en 1997 semblaient lui donner raison.

L'histoire allait révéler par la suite que Thaksin allait user systématiquement de toutes les pratiques qu'il s'évertuait lui-même à dénoncer. Ainsi, en cette même année 1997, alors qu'il était vice-Premier ministre dans le gouvernement de Chavalit Yongjaiyuth, son empire de télécommunication avait été étrangement épargné au moment de la forte dépréciation du baht thaïlandais, tandis que d'autres grandes entreprises avaient été fortement ébranlées voire mises en faillite. Déjà l'opposition au parlement révélait qu'il avait profité d'informations sur la décision de dévaluation de la monnaie nationale pour acheter à temps des dollars pour des montants considérables, contribuant à la dégradation de la situation monétaire du pays.

Thaksin au pouvoir : la démocratie confisquée

En 2001, sa montée irrésistible au pouvoir en tant que Premier ministre semblait ouvrir une autre ère politique. Il rassemblait peu à peu des politiciens issus d'autres formations mais il les tenait sous sa coupe, autant par l'argent qu'il distribuait que par les informations dont il disposait sur chacun d'entre eux. Sa déclaration de ne pas corrompre parce que déjà immensément riche ne s'est avérée qu'un leurre.

Détenteur d'une majorité absolue au parlement, il avait les mains libres. Point de discussion ou de contrôle. Le Premier ministre ne viendra même plus répondre aux questions des parlementaires. Certaines modifications de lois ne sont introduites que pour favoriser les affaires personnelles de Thaksin et de son clan. Le Sénat n'est pas mieux loti : des révélations confirmeront que nombre de sénateurs avaient été payés pour leurs votes et le président de cette Chambre est lourdement impliqué dans cette dérive. Des institutions indépendantes, créées par la constitution de 1997 pour contrôler les actions gouvernementales, sont entravées dans leur fonctionnement par la nomination d'hommes-liges issus de la Police et la haute administration. Thaksin Premier ministre est davantage chef de clan

¹ VALLAYA, *Thaksin, en regardant les étoiles, les pieds sur terre*, (en thaï), Matichon, Bangkok, Thaïlande, 1999. (2^e édition), p.85.

qu'homme d'État. Son comportement vis-à-vis du fonctionnement du Parlement a été le premier accroc au principe démocratique.

Un vaste programme a cependant été entrepris vers un monde rural jusque-là abandonné dans la pauvreté et écarté des efforts consacrés quasi exclusivement depuis les années 1960 à l'industrialisation du pays. Il comprenait principalement la création d'un fonds permettant de verser à 70 000 villages un million de bahts (20 000 €) par an et par village afin de financer des projets d'initiative locale, un moratoire sur les dettes des paysans induites par de précédentes politiques dirigistes et des bourses d'études pour envoyer des étudiants d'origine modeste de chaque canton se former à l'étranger. Un autre élément important à mettre indiscutablement à son crédit est l'instauration d'un système de soins accessible à tous pour une somme modique, ce qui lui vaudra une grande reconnaissance et contribuera à sa popularité dans les milieux modestes.

Sur le plan politique, le plus important est que ces mesures et ces décisions ont visiblement changé le quotidien et engendré une prise de conscience chez les citoyens – jusque-là peu attentifs aux déclarations et aux programmes – de leurs droits et de l'importance des propositions des partis. La démocratie a progressé d'un pas.

Cependant l'absence de réel projet global, de coordination des efforts au niveau local et de structure pouvant contrôler la destination finale de cet argent public a considérablement entamé l'efficacité de ces mesures. L'opposition dénonçait dans ces subventions un achat de votes déguisé, or cette critique apparaissait d'autant plus plausible que le gouvernement de Thaksin avait déclaré ouvertement vouloir privilégier les régions ayant voté pour le parti TRT. Le régionalisme en veille était ravivé, le Nord et le Nord-Est ayant été plus largement bénéficiaires que les provinces du Sud, fief traditionnel du Parti démocrate à présent dans l'opposition. Deuxième violation du principe démocratique.

Le populisme et la démagogie par des coups d'éclats et des mesures « marketing » l'ont finalement emporté sur un véritable projet politique. L'absence de réforme de fond du système éducatif, qui entretient une société traditionnellement obéissante sans former d'esprits critiques, prive la Thaïlande de son capital humain pour gérer l'État mais aussi pour inculquer un sens civique susceptible de soutenir une démocratie vacillante. La réforme de l'éducation lancée par Thaksin ne s'est soldée que par une promotion des fonctionnaires. Rien sur les programmes ni sur les méthodes d'apprentissage. Point de discussion ni d'opinion, pas d'analyse en classe : l'école ne forme toujours pas de futurs citoyens. Le Ministère de l'éducation n'a d'ailleurs jusqu'à présent attiré aucun homme politique de valeur.

Quant à la réforme de l'administration, elle ne sert qu'à promouvoir les agents dociles et coopérants. On assiste à des conflits d'intérêts de plus en plus évidents. La corruption flagrante

reste impunie. Quelques grands donateurs du parti sont nommés ministres, s'emparant des projets gouvernementaux – pour les intégrer dans leurs affaires ; Thaksin lui-même préside de gigantesques projets comme la construction du nouvel aéroport international de Bangkok.

La fin en trompe-l'œil du système Thaksin

Autant les Thaïlandais, impressionnés par la réussite personnelle de Thaksin et séduits par son volontarisme et son style flamboyant étaient enthousiastes à son arrivée au pouvoir, autant ils ont été déçus par ses actions, sa tendance mégalomane et les multiples affaires de malversations.

En 2006, les premières protestations antigouvernementales menées par Panthamitree Prachachon Phuea Prachathipatai (alliance populaire pour la démocratie ou PAD, les « chemises jaunes »), rassemblent toutes les couches sociales du pays à l'exception du monde rural : travailleurs, employés, personnel de santé, commerçants, intellectuels et étudiants. Le déclenchement des manifestations a fait suite à la vente très controversée par Thaksin de son entreprise de télécommunication Shin Corps, fierté nationale, à une compagnie étrangère Temasek (Singapour) quelques jours après avoir fait voter une loi lui permettant de la céder à hauteur de 49 %. Il s'arrangera même pour ne payer aucun impôt sur la transaction d'un montant de deux milliards d'US dollars. Ces protestations ont été suivies d'un coup d'État militaire en septembre 2006, mettant provisoirement fin au système.

Mais même s'il a été fomenté par des militaires dépourvus d'ambition politique, le coup d'État n'a pas été un remède. Un gouvernement par intérim, mené par un général à la retraite Surayuth Chulanonond, a permis aux amis de Thaksin de revenir en force au pouvoir après les élections législatives de fin 2007, essentiellement grâce aux votes ruraux dans les provinces du Nord et du Nord-Est. Les membres du parti Thai Rak Thai (TRT) dissout après les fraudes électorales de 2006 se sont réorganisés en un nouveau parti Palang Prachachon (le Pouvoir du peuple, PPP).

Finalement, la « méthode Thaksin » se remet en place avec le nouveau gouvernement dirigé par Samak Sundaravej, ancien ministre et ancien maire de Bangkok². Le système s'appuie sur une coalition multipartite hétéroclite, composée de vieux « barons » plus soucieux de leurs intérêts personnels que de ceux du pays. D'anciens députés déchus de leurs droits civiques envoient leurs

² Le Premier ministre Samak Sundaravej admettra lui-même n'avoir été que le prête-nom de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, en fuite à Londres. Et c'est toujours lui qui paradoxalement dans les coulisses désigne les ministres.

épouses, leurs pères ou leurs frères se faire élire comme députés ou être ministres. La vie politique dépasse le monde d'Alfred Jarry.

Le Parlement donne l'impression d'avoir pour seule et unique tâche de tenter de modifier la constitution de 2007. Il est vrai que les articles 237 et 309 les préoccupent. L'un stipule la dissolution d'un parti politique si son comité de direction connaît et encourage la fraude électorale, l'autre légalise les procédures engagées à l'encontre des auteurs de malversations dans l'exercice du pouvoir. Au moins trois partis de cette coalition sont mis en cause et l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra demeure poursuivi.

La démocratie à l'épreuve : chemises jaunes contre chemises rouges

Exaspérée par les luttes d'intérêt, la population urbaine ne veut plus de ces élus qu'elle voit avec une certaine lucidité. Les Thaïlandais urbains, plus éduqués, plus informés, ne se reconnaissent plus dans ce monde politique qui semble venir d'un autre âge et qui n'a plus de prise avec la réalité d'une société qui évolue très vite. Les manifestations monstres antigouvernementales des chemises jaunes reprennent donc à Bangkok en mai 2008. Ils veulent renverser ce gouvernement, qui à leurs yeux n'a plus la légitimité d'assumer le pouvoir, avec la conviction que le parlement ne sert que de chambre d'enregistrement et qu'il a renoncé à exercer toute fonction de contrôle. L'exaspération de la population vient du fait que l'on voit réapparaître à des postes de responsabilité ces mêmes personnages politiques jugés et condamnés. De même, d'anciens hauts fonctionnaires renvoyés de l'administration ou condamnés pour corruption sont réintégrés comme représentants de l'État dans diverses institutions.

Pendant plus de six mois ces forces vont occuper pacifiquement le siège du gouvernement. Elles lui reprochent d'avoir commis nombre d'erreurs et d'avoir pris des décisions importantes à la hâte et dans l'opacité, certaines même sans être entérinées par le parlement (jugées par la suite anticonstitutionnelles). La gestion du pays mêle toujours affairisme et politique à tel point que les intérêts de la nation sont menacés.

Le pays en grave crise démocratique est au bord du basculement dans la confrontation civile dès lors que le gouvernement de Samak choisit d'utiliser ses seuls soutiens populaires venant majoritairement de la campagne contre les manifestants antigouvernementaux. Émergent alors les « chemises rouges ». Déjà les abords du siège du gouvernement seront le théâtre de violents affrontements entre chemises jaunes et chemise rouges.

Dans l'impasse, face aux politiciens sans scrupule, les institutions démocratiques sont à peine en mesure de remplir leur

rôle. Le Conseil Constitutionnel a pu démettre de ses fonctions le Premier ministre Samak Sundaravej pour un motif dérisoire.³ Aussitôt démis de sa charge, il est immédiatement réinvesti par son parti comme candidat à sa propre succession. Les pressions venant de toutes parts ont toutefois empêché sa réélection comme Premier ministre.

Les « chemises jaunes » mènent les luttes. Ils sont à la recherche d'une nouvelle forme de démocratie, qui, espèrent-ils, fera émerger de nouvelles figures politiques plus honnêtes. C'est le premier soulèvement populaire qui aurait pu dans sa démarche, tant par sa durée que par sa détermination, changer la donne politique. Mais quand le leader du PAD Sonthi Limthongkul crée Pak Kanmuang Mai (NPP, Parti pour une nouvelle politique) en son sein en juin 2009, ce faux pas est fatal aux protestations sociales. L'imbrication de deux structures à finalité différente (vigilance citoyenne pour le PAD et recherche du pouvoir pour le NPP) était totalement illogique, d'autant plus que le parti rapidement mis en place était dépourvu de programme à la hauteur des exigences des protestataires, issus des classes moyennes et moins enclins à la manipulation.

Pendant ce temps, le parti de la majorité (PPP) tente de proposer un nouveau candidat pour le poste de Premier ministre. La rivalité interne fait rage et le parti est affaibli, chaque faction voulant la plus belle part du gâteau. Une frange d'anciens leaders du soulèvement étudiant d'octobre 1976, figures de proue de la gauche dans le PPP et promis à une belle carrière politique, se sont aussi compromis dans toutes sortes de combines. Certains prônaient même la violence contre les manifestations. Quant aux partis de l'ancienne coalition, gardant profil bas, ils affirmaient vouloir rester dans la même majorité.

Quelques voix espéraient la formation d'un gouvernement d'unité nationale, qui aurait pour tâche précise de mener pendant 2 à 3 ans une réforme globale de l'éducation, de la fonction publique, des médias et du système social ainsi qu'un assainissement de la vie politique, la plupart des partis ayant été créés au cours de ces dernières trente années où affairisme et vie politique ont été intrinsèquement mêlés.

Finalement en septembre 2008, Thaksin a préféré faire élire comme Premier ministre Somchai Wongsawat, son propre beau-frère, face à Samak. Ancien juge et ancien Vice Premier ministre, sans grande envergure, sa proximité avec Thaksin n'a nullement apaisé la situation. Son mandat de courte durée sera surtout émaillé d'incidents violents contre les chemises jaunes hostiles à sa prise de fonction. La réapparition des chemises rouges en plus grand nombre

³ Il continuait à être rémunéré dans une émission télévisée culinaire.

à Bangkok, maintenant une pression sur la capitale, rappelle en permanence le pouvoir de nuisance de Thaksin.

Nouveau coup de théâtre en décembre 2008 : le PPP est dissous pour fraudes électorales en 2007 et Somchai est démis de sa charge de Premier ministre et privé de ses droits civiques. Le parti PPP se recompose en Phuea Thai (PTT, pour la Thaïlande) mais sans inclure la faction de Samak, menée par Nevin Chidchob. Cette dernière rejoint l'opposition, permettant un basculement des alliances et l'arrivée au pouvoir de l'opposition en décembre 2008 avec à sa tête l'actuel Premier ministre Abhisit Vejjajiva. Le changement de majorité, où l'implication de l'armée est probable, a finalement écarté du pouvoir les partis liés à Thaksin.

Par un mouvement de balancier, avec l'arrivée au pouvoir d'Abhisit, l'ardeur des chemises jaunes s'est refroidie alors que celle des chemises rouges est montée en puissance contre le nouveau Premier ministre. En avril 2009, les rassemblements des chemises rouges contre le gouvernement ont dégénéré en violence urbaine⁴. De mars à mai 2010, des chemises rouges, soutenues par des groupuscules paramilitaires, ont toutefois échoué dans leurs tentatives de faire vaciller le pouvoir, au prix de près d'une centaine de morts, militaires et civils, de très nombreux blessés et d'importantes destructions de bâtiments administratifs et commerciaux à Bangkok et dans les provinces.

⁴ Une menace de faire sauter un camion citerne de gaz à Bangkok a été proférée. Par ailleurs, un groupuscule extrémiste a compromis le sommet de l'ASEAN de Pattaya pourtant sous haute surveillance policière. Les Premiers ministres de plusieurs pays ont du être évacués en urgence par hélicoptère.

La Thaïlande aujourd'hui

Thaksin en embuscade

Thaksin a été condamné par contumace à deux ans de prison ferme en 2008 suite à l'achat dans des conditions frauduleuses d'un terrain appartenant à la Banque Nationale. Alors qu'il était toujours en fuite, il a été de nouveau condamné en février 2010 par la Haute Cour pour corruption, abus de pouvoir, malversations, et prise illégale d'intérêts – condamnation assortie de la confiscation d'une partie de ses biens. Les multiples faits ont été mis en évidence par la presse d'investigation et bien établis par la justice. Mais l'intéressé prétend être victime d'une machination et de règlements de comptes. Un ancien ministre de la Santé de son gouvernement, Rakiat Sukthana, explique que Thaksin créait une certaine image d'intégrité apparente, en éliminant de petites corruptions à tous les niveaux, mais qu'il avait par contre instauré des mécanismes au sommet pour favoriser systématiquement ses propres entreprises⁵. Une grâce royale n'étant pas envisageable, les seules possibilités pour revenir aux affaires seraient soit des élections, en tentant par tous les moyens d'accéder à une majorité parlementaire favorable et en espérant comme par le passé pouvoir faire promulguer une loi d'amnistie⁶, soit un renversement du régime par la force ou par la contestation populaire dégénéralant en révolution voire en guerre civile. C'est la deuxième voie qui semble avoir été choisie jusqu'à présent.

Le mouvement des Chemises Rouges témoigne de l'amertume profonde d'une partie de la population mise en retrait des bénéfices du développement économique, surtout dans le Nord-Est, terre traditionnellement insoumise aux pouvoirs centralisés⁷. Mais des rumeurs et une désinformation orchestrées par Nor Por Chor (front national antidictature), lié à Thaksin, organisateur des manifestations antigouvernementales, nourrissent et exacerbent le sentiment

⁵ « État actuel de Phra Rakiat », *Krungthep on line*, 28/9/2010, interviewé par Chainarong, Kittinartindrani.

⁶ En 2008 le gouvernement de coalition pro-Thaksin dirigé par Samak n'a pu mener à son terme un projet d'amnistie devant la levée de bouclier des chemises jaunes.

⁷ Thak CHALOEMTIARANA, *Thailand: the Politics of Despotic Paternalism*, (en thaï), Fondation pour les publications en Sciences Sociales et Sciences Humaines, Thammasart University Press, Bangkok, Thaïlande. p.240.

d'inégalité. L'immense disparité sociale, la lutte des classes et une justice à deux vitesses ont été les leitmotivs des actions qui ont conduit au désordre et à la révolte. Une enquête approfondie du journal Komchadluek décrit l'école d'embrigadement, émanation de Nor Por Chor qui, en collaboration avec le Phuea Thaï, a formé près de 400 groupes de militants dans le Nord et le Nord-Est, cherchant à idéologiser le combat, à recruter des nouveaux membres prêts à l'usage de la force et à construire des réseaux pour entretenir une hostilité envers le gouvernement d'Abhisit et l'armée⁸.

Une croyance populaire, quasi messianique, de voir surgir un homme providentiel qui les sauverait de la pauvreté⁹ a été subtilement utilisée par la propagande. La presse illégale rouge, la télévision rouge participent à la mobilisation permanente. Des radios locales privées (plus de 6 000 stations) ancrées surtout dans le Nord et le Nord-Est, appellent une population désemparée, peu éduquée et manipulée par un populisme effréné, à renverser par tous les moyens le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, y compris par des appels au meurtre¹⁰.

La répression de ces débordements, des délits et appels au crime se heurte à la lenteur, à l'indifférence voire à la complicité d'une partie de la police restée « fidèle » à Thaksin Shinawatra, issu de leur rang. Il convient de rappeler qu'alors qu'il était au pouvoir, la police avait bénéficié de toutes ses largesses budgétaires et avait constitué un vivier d'hommes-lige dans lequel il avait puisé abondamment pour les placer dans tous les rouages de l'administration y compris les institutions « indépendantes ».

L'opposition est en outre directement impliquée dans les manifestations des chemises rouges par la présence de figures clefs du parti Phuea Thai, comme orateurs, et par un recrutement de contestataires dans leurs fiefs électoraux. Selon un ancien général à la retraite Pallop Pinmani, un véritable plan visant à renverser le pouvoir a été mis en place, qui comportait trois piliers : le Parti, le mouvement populaire et une milice. Sa déclaration avait toutefois fait l'objet d'un démenti ultérieur. L'usage de la violence ne heurte pas ceux qui se présentent dans leurs discours comme les champions de la défense d'une société démocratique.

Somsak Jiamthiraskul, enseignant d'histoire à l'université de Thammasart, pourtant proche du mouvement revendicatif, est très critique et affirme que ces contestations, très pauvres intellectuellement, ne constituent pas un mouvement pour la démocratie puisqu'elles n'entraînent qu'un affrontement physique. Il n'existe pas de débat interne ni d'autocritique après les défaites ou de stratégie de

⁸ « La structure parallèle de Nor Por Chor, plus effrayante qu'une arme à feu », 28/05/10, <<http://www.komchadluek.net>>.

⁹ Ibid., p. 240., Voir aussi Term VIPHAKPOJANAKIT, *L'Histoire de l'Isan*, (en thaï), tome 2, Bangkok, Thaïlande, 1970, p.559-587.

¹⁰ Il a d'ailleurs à plusieurs reprises échappé à des agressions violentes.

direction précise, d'autant plus que les actions n'étaient décidées et menées que par des proches de Thaksin. À l'inverse des grands révolutionnaires comme Mao et Lénine, chez Thaksin, aucune réflexion pensée ou écrite ne vient étayer ses prétentions.¹¹

Après l'échec de l'occupation du centre de Bangkok, suivi des violences de mai 2010, Nor Por Chor n'a pas lâché prise¹². Le sentiment d'amertume dû à la défaite des chemises rouges est entretenu pour maintenir un climat délétère insupportable. Toutes les occasions sont utilisées pour se rassembler et commémorer les événements dramatiques. Depuis, chaque jour apporte son lot de révélation, d'intrigue, de machination, de provocation, de menace, d'acte violent et d'attentat.

Une stratégie a été mise en place pour discréditer les institutions indépendantes et altérer la confiance des citoyens dans tous les fondements de la société particulièrement l'institution judiciaire très impliquée dans la lutte anticorruption visant des hommes politiques de premier plan. La Cour Constitutionnelle n'échappe pas non plus à cette attaque car ses jugements ont dissous le parti Thai Rak Thai, puis le parti Palang Prachachon, ancêtres de l'actuel parti Phuea Thai, pour fraudes électorales graves, avec comme conséquence pour leurs dirigeants la privation de leurs droits civiques. L'impunité de jadis est brisée : auparavant, le rejet d'éventuelles motions de censure suffisait à effacer les accusations. Une rancune irrépressible s'est donc installée car l'impunité n'est plus la règle. Il existe de multiples tentatives de déstabilisation, comme l'enregistrement de vidéos des sessions de travail à huis clos de la Cour Constitutionnelle et la manipulation d'images de ses membres, tentant d'accréditer l'intervention de Prem Tinsulanonda, président du Conseil du Roi, en faveur du Parti démocrate au pouvoir mis en cause sur ses comptes de campagne. Ces pressions ont pour objectif de dénoncer violemment par avance une justice partielle en l'absence de condamnation du Parti démocrate.

De son exil, Thaksin, privé de ses droits civiques, se comporte donc bien comme chef de l'opposition alors que ce poste officiel nommé par le roi reste vacant. Il dirige et finance le parti Phuea Thai et les différentes manœuvres politiques. D'ailleurs, c'est sa sœur, Yingluck Shinawatra, qui portera les couleurs du Phuea Thai aux élections législatives de juillet prochain.

¹¹ « Critique sur trois vagues successives des Chemises Rouges » (en thaï), *Matichon.co.th*, 1/07/2010, <http://www.matichon.co.th/news_detail.php?newsid=1277979727&grpId&catid=02>

¹² La nouvelle présidente de Nor Por Chor depuis fin 2010 Thida Thavoraset, ancienne communiste, ancienne universitaire, grande stratège, a repris en main le mouvement.

La monarchie menacée

Dans cette ambiance de guerre politique, fait nouveau, la monarchie est indiscutablement visée. Les interventions pendant des manifestations sont teintées de sentiments antimonarchiques de plus en plus évidents alors qu'en façade les leaders des chemises rouges ne cessent de réitérer leur loyauté tout en entretenant une certaine ambiguïté et un double langage. Ils savent bien que cette conduite est risquée, d'une part à cause de la loi contre le crime de lèse-majesté dont la peine peut être très lourde, d'autre part parce que demeurent une vénération et un respect envers la personne du roi comme en témoignent les immenses foules spontanées dans les rues de Bangkok en 2006, lors des célébrations du soixantième anniversaire de son ascension au trône.

L'attaque de la royauté par les sympathisants de Thaksin n'a pas été frontale mais se dirigeait contre Prem Tinsulanonda, président du conseil du Monarque, ancien Premier ministre (1980-1988) et ancien commandant en chef de l'armée de terre, qu'ils accusaient d'avoir été l'instigateur du coup d'état militaire en 2006 contre le gouvernement de Thaksin. Il faut aussi préciser que Prem pourrait être amené à assurer la régence en cas de besoin. Progressivement, les critiques des chemises rouges envers le roi sont devenues plus directes, lui reprochant de ne pas s'impliquer pour résoudre les conflits entre les chemises jaunes et les chemises rouges, jusqu'à l'accuser d'empêcher Thaksin de revenir en Thaïlande ou plus récemment d'être lié aux événements tragiques survenus en mai 2010 lors de la dispersion par l'armée des manifestants occupant le centre économique de la capitale¹³.

Or le roi, par la constitution, est garant de l'équilibre des pouvoirs. Certes, il ne règne pas comme ses prédécesseurs, mais il assume son devoir avec détermination¹⁴ et a beaucoup pesé dans l'équilibre politique. En dehors de la grâce royale, son approbation est exigée pour valider décrets royaux, lois et propositions de nominations des juges et des plus hauts fonctionnaires de l'administration civile, militaire et policière, y compris des membres des institutions indépendantes. Son veto n'est pas fréquent mais il l'exerce et par là il surveille du haut de son trône le bon fonctionnement des institutions.

Le roi, aujourd'hui âgé de 83 ans, n'est pas seulement garant de l'unité du pays mais il incarne indiscutablement une autorité morale par sa droiture et son dévouement. Ayant favorisé par ses

¹³ Florence Compain, « Les chemises rouges de retour à Bangkok », *Le Figaro* 19/11/2010.

¹⁴ Nakharin MEKTRIRATTANA, *Le monarque, protecteur de la démocratie : vie politique pendant 60 ans de règne*, (en thaï), Thammasart University Press, Bangkok, Thaïlande, 2006. p.40, 44, 46.

actions la sauvegarde dans la durée d'une démocratie¹⁵ durant son règne de plus de 60 ans, il a contribué à trouver des solutions lors des crises politiques majeures. En pleine période de guerre froide, par son acharnement au travail et par ses déplacements incessants au contact de ses sujets, il a tenu un rôle déterminant dans le barrage de la progression du communisme dans le Nord et le Nord-Est du pays¹⁶ alors que tous les voisins tombaient les uns après les autres sous l'influence de la Chine ou de la Russie. Sa popularité croissante depuis l'arrivée du Maréchal Sarit Rhanarat au pouvoir (1959-1963) a atteint son sommet lors de la crise de 1973¹⁷, lorsqu'il exige le départ en exil du Premier ministre, le Maréchal Thanom Kitiikhachorn, suite à la répression sanglante des manifestations d'étudiants opposés au régime militaire. Il nomme alors un nouveau chef de gouvernement et un parlement en vue de rédiger une nouvelle constitution pour ensuite organiser les élections¹⁸ alors que le pays n'avait pas eu d'élections depuis près de dix ans. En 1991, dans un autre contexte, le Gouvernement de Chatchai Chunhawan, ayant pour sobriquet « Buffet Cabinet » tant la corruption était manifeste, prit fin par un coup d'État militaire. Après de nouvelles élections en 1992, l'installation au pouvoir du chef des putschistes le Général Suchinda Khraprayoon, réintégrant plusieurs membres du gouvernement renversé, se soldait rapidement en « Mai Noir », répression sanglante des manifestations de la classe moyenne menées par Chamlong Srimuang. L'intervention du roi, avec ces images télévisées restées célèbres des leaders des deux camps à ses pieds, permit une issue pacifique avec le retour d'un gouvernement civil dirigé par un grand serviteur de l'État Anand Panyarachun.

Si le roi a pu intervenir et faire cesser les crises, c'est par l'autorité qu'il inspire. L'actuel silence du roi tient à plusieurs éléments. Son état de santé est précaire et son énergie est entamée même s'il demeure indiscutablement lucide et intransigeant. Surtout, le roi ne peut prendre position car il s'agit d'une division au sein de la population. Dans les crises politiques passées, il s'agissait d'une opposition du peuple contre les dictatures militaires et l'issue en a été rapide. La longue crise actuelle est plus complexe. Deux camps sont en présence, qui n'ont pas les mêmes objectifs : les chemises jaunes, qui s'opposent aux diverses formes de corruption incarnées par le système Thaksin, et les chemises rouges, issues majoritairement des classes populaires, dont le mécontentement, même légitime, est exploité et instrumentalisé pour venir en aide à Thaksin.

Les signatures de trois millions de chemises rouges réunies en 2009, réclamant une grâce royale pour l'ex-Premier ministre,

¹⁵ Ibid., p.119-121.

¹⁶ Thak CHALOEMTIARANA, *op. cit.*, p.396.

¹⁷ Nakharin MEKTRIRATTANA, *op. cit.*, p.121.

¹⁸ Thak CHALOEMTIARANA, *op.cit.*, p.241, 256, 295. Voir aussi Nakharin MEKTRIRATTANA, *op.cit.*, p.100-104.

constituent une pression sur le roi à laquelle il ne peut répondre car la grâce ne peut s'exercer à l'encontre d'une décision de justice, et ce d'autant plus que Thaksin est en fuite et s'est soustrait à toutes les obligations liées à ses condamnations. Le roi n'a pas cédé à de probables tentatives de pression de la part de Thaksin, qui aurait sollicité l'octroi d'une grâce contre la cessation des mouvements de contestation menés par les chemises rouges. En l'absence de réponse du roi, Thaksin a continué à alimenter les désordres, les troubles violents et les tentatives de déstabilisation de la monarchie, barrage moral à ses ambitions.

Néanmoins, quelles que soient les divisions, c'est la couronne, garante de l'unité nationale, qui a apporté un secours et une aide matérielle aux deux camps après les événements tragiques.

Une crise multiforme

Toutes ces agitations reflètent l'état actuel de grave instabilité à la fois politique, morale et sociale de la Thaïlande.

La perte vertigineuse de confiance des classes moyennes urbaines vis-à-vis de la classe politique est due à la prise de conscience de l'extrême médiocrité de celle-ci et sa totale inadéquation avec une société civile plus instruite et modernisée, consciente des nouveaux défis. L'absence de vision, de véritable projet ou de réflexion nourrit la défiance des citoyens envers les représentants du peuple. La lecture des débats parlementaires est édifiante : le développement et les problèmes sociaux, pourtant prioritaires, ne font pas partie de leurs préoccupations. L'opposition n'a toujours pas désigné son chef officiel au parlement ; elle se comporte plutôt comme porte-parole de son mentor, Thaksin Shinawatra. Les questions au parlement tournent autour de ses problèmes personnels, dans un climat de violence verbale, voire physique.

L'oubli de la morale accentue le mépris des électeurs. Outre une commission de 10 % qu'on les soupçonne de toucher à chaque projet¹⁹, les élus recevraient également un salaire supplémentaire de leur parti. Ils deviennent eux-mêmes le problème et même une des origines de la crise morale du pays²⁰. Dans un climat de mercato, les candidats aux élections se donnent aux plus offrants. Le changement de parti est monnaie courante. Déjà en 1949, un député du Nord-Est, en échange d'un portefeuille, avait démissionné du Parti démocrate pour fonder un nouveau parti pour soutenir le gouvernement du maréchal putschiste Pibulsongkhram. « Les politiciens Thaïs sont

¹⁹ « Retenir 10% (de commission) », 09/08/2010, <<http://www.posttoday.com>>.

²⁰ « Une charge contre les politiciens, à l'origine de la crise morale de la Nation », 22/11/2010, <<http://www.komchadluek.net>>.

comme les oiseaux sur un figuier. Les figuiers sont les partis. Les hommes politiques se perchent sur les arbres offrant le plus de fruits (argent, commissions, privilèges) et sont prêts à abandonner leur parti d'origine pour venir rejoindre le nouveau »²¹.

De la même manière, même si Thaksin a obtenu en 2001 la majorité au parlement à la tête de son défunt parti Thai Rak Thai, le politologue Anek Laothamthath se pose la question de sa réelle légitimité car il a à la fois acheté massivement le vote d'électeurs et acheté juste après les élections d'autres formations politiques qu'il a intégrées dans son parti. Le Thai Rak Thai s'est subitement agrandi de manière anormale²².

Pour le politologue de renom Pramote Nakhornatap²³, « les partis politiques en Thaïlande se créent à chaque fois dans le but d'accéder au pouvoir, se succèdent pour s'approprier une part des ressources de l'État. Leur durée de vie, souvent éphémère, dépend entièrement du succès de leur chef, qui est aussi leur fondateur. Les élus n'existent que pour exécuter les directives des propriétaires des partis ». On doit donc concevoir les formations politiques en Thaïlande comme de véritables entreprises laissant peu de place aux idées, dont le but essentiel est de générer des profits une fois au pouvoir. Pramot dénonce comme antidémocratique²⁴ le fait que les élus ne puissent se faire élire que sous l'étiquette d'un parti, ce qui les pousse à travailler au service d'un leader.

Le paysage politique se métamorphose alors au gré des coalitions et des échanges d'intérêt. Les coalitions multipartites ne sont pas un partage de responsabilité d'un projet collectif mais l'occasion de se répartir les charges ministérielles et l'exclusivité des projets appartenant à ces ministères. Les réunions gouvernementales n'ont pas de procédures bien établies ni de culture démocratique pour les votes. Il n'y a pas non plus de bonne gouvernance ni de comptabilité collective²⁵.

Autant la mutation du pays bouleverse tous les codes d'organisation sociale jusque-là rigides, autant le système politique malsain perdure. De plus, une tolérance de fait de la corruption est encore le cas pour beaucoup de Thaïs.

²¹ Thak CHALOEMTIARANA, *op. cit.*, p.92.

²² Anek LAOTHAMTHATH, *Le Populisme de Thaksin*, (en thaï), Matichon, Bangkok, Thaïlande, 2007. p.182.

²³ « Pourquoi se compromette et se perdre dans ce système d'alliances électorales mafieux ? » (en thaï), 18/11/2010, <<http://www.manager.co.th/Daily/ViewNews.aspx?NewsID=9530000163397>>

²⁴ « Le jugement de la Cour constitutionnelle, entre crise et rigueur ? », <<http://www.manager.co.th/Daily/ViewNews.aspx?NewsID=9530000172835>>

²⁵ Rangsan THANAPORNPHAN, *De Thaksinomics à Thaksinocratie 3*, (en thaï), Open Books, Bangkok, Thaïlande, 2005. p.169-172.

Conclusion

La Thaïlande a parcouru 79 ans de démocratie relative depuis 1932 et arrive à un moment crucial sur le choix du modèle de société à venir. Partie prenante de la mondialisation, pays à croissance économique forte et prolongée, pièce maîtresse du développement de l'Asie du Sud-Est, largement ouverte aux échanges commerciaux, universitaires, culturels et possédant des atouts multiples considérables, la Thaïlande connaît une situation politique et sociale qui n'est plus acceptable ni tenable. Le pays ne peut rester figé dans ses structures et ses pratiques politiques d'un autre âge.

Les questions sont nombreuses. Les solutions apportées jusque-là, comme les coups d'État qui ont rythmé les périodes d'impasse politique et qui sont devenus depuis 1947 un outil courant pour accéder au pouvoir²⁶, peuvent-elles stopper la corruption – comme les instigateurs des coups d'État le prétendent – et conduire la société vers un développement économique et social plus juste ? La démocratie électorale pourra-t-elle encore longtemps ignorer les acteurs des forces sociales ? Cette démocratie « lucrative » est-elle encore tolérable, elle qui s'acharne contre la justice et les institutions indépendantes ? Le système centralisé peut-il se maintenir avec des fonctionnaires dépourvus de sens du service public ? Les ententes illicites entre des politiciens et l'administration peuvent-elles se poursuivre au détriment de l'intérêt commun ? Enfin, un pays moderne peut-il rester debout sans les valeurs d'intégrité, d'honnêteté et de courage ?

La société appelle des réformes en profondeur qui « modifieraient les règles et les structures pour plus de justice sociale, de parité et de solidarité »²⁷ et tenteraient, comme le proposait Anek Laothammathat pour se débarrasser du clientélisme et des effluves populistes, de s'inspirer des idées d'Anthony Giddens, comme le système d'aide sociale progressive (*progressive welfarism*) qui se rapproche d'une social-démocratie²⁸.

Seksan Prasertkul, ancien doyen de la faculté de sciences politiques de l'Université Thammasat et ancien leader de la contestation estudiantine de 1973 résume : « l'État Thaï est un système centralisé, le gagnant prend tout, c'est pourquoi les élites

²⁶ Thak CHALOEMTIARANA, *op. cit.*, p.87.

²⁷ Anand Panyarachun, quote of the day, *suthichaiyoon.com*, 04/12/10.

²⁸ Anek LAOTHAMMATHAT, *op. cit.*, p.170-174.

régnantes s'affrontent pour le pouvoir. On ne se focalise que sur l'État, la société n'a qu'un second rôle, rendant les citoyens inertes et passifs. Aujourd'hui notre pays manque de fondations pour une politique moderne. Il faut décentraliser pour accorder plus de liberté aux initiatives locales, renforcer le rôle des citoyens »²⁹.

Dans la tradition et l'éducation thaïes, le désaccord ou le mécontentement doit être dissimulé, d'autant plus s'il s'agit d'un supérieur hiérarchique ou de l'autorité. De même, certains sujets ne peuvent être abordés comme ceux qui touchent à la monarchie, alimentant en permanence des rumeurs. Une entrée dans la modernité ne se fera réellement qu'avec une évolution parallèle des mentalités émancipées des habitudes telles que les ordres, les commandements, les solutions rapides autoritaires. L'éducation doit y contribuer, mais force est de constater que ni les manuels scolaires, ni les médias n'en prennent le chemin. Il faut aussi inculquer des pratiques de transparence, de liberté de parole et de critique. Les différentes sensibilités devraient trouver une place pour s'exprimer. Les manifestations de mécontentement ne devraient pas être rangées comme des facteurs de troubles ou une menace à la sacro-sainte unité nationale. Les conflits et leurs expressions font partie de la démocratie sociale.

Qui pourrait incarner et ouvrir une nouvelle ère, une démocratie d'action ? Anand, très respecté et habile, pourrait être le choix idéal mais il est trop âgé pour pouvoir mener à bien son projet. L'actuel Premier ministre Abhisit, homme jeune, intègre, ouvert au dialogue mais sans grande autorité, pourrait mener ces défis à condition qu'il cesse d'être un franc-tireur et qu'il s'implique plus dans la vie quotidienne des gens simples. En l'absence de soutien suffisant, on ne peut lui reprocher son manque de leadership et ses concessions faites à d'autres partis membres de sa coalition qui pourraient laisser planer le soupçon de corruption et de favoritisme dans les affaires de l'État, certains partis du gouvernement actuel ayant été membres de celui de Thaksin et de deux autres gouvernements pro-Thaksin.

Enfin, où se place Thaksin, champion de la démocratie pour les chemises rouges, déjà en campagne par procuration pour les élections législatives de juillet prochain ? Les nouvelles affiches récemment placardées portent le slogan « Thaksin pense, Phuea Thai agit ». Il est toutefois l'objet de trop de controverses et de divisions pour revenir et conduire sereinement une transformation de la société. La lutte est telle que le vote utile anti-Thaksin gêne l'émergence de nouvelles personnalités.

Sans sursaut de toute la société, sans élaboration d'un nouveau contrat social, on risque de laisser croître une tension entretenue et organisée, au risque d'aboutir à un affrontement civil

²⁹ *The Nation on Sunday*, 19/12/2010, p.1A.

dont l'issue serait un chaos dont on connaît l'un des instigateurs mais dont on ne peut prévoir l'aboutissement. La Thaïlande n'a plus le choix, le temps presse, toutes les institutions sont ébranlées. Il est indéniable que l'incertitude sur la future succession au trône contribue au climat d'inquiétude. La désignation du prochain souverain par le roi, d'après l'article 23 de la Constitution, ou, dans le cas de son incapacité, par le Conseil du roi, avec l'accord du parlement, sera pour le pays un signe majeur, appui considérable, favorable ou non, dans l'espérance d'un changement de la société.

Bibliographie

Thak CHALOEMTIARANA, *Thaïland: the Politics of Despotism Paternalism*, (en thaï), Fondation pour les publications en Sciences Sociales et Sciences Humaines, Thammasart University Press, Bangkok, Thaïlande.

Anek LAOTHAMMATHAT, *Le populisme de Thaksin*, (en thaï), Matichon, Bangkok, Thaïlande, 2007.

Roong-Manee MEKSOPON, *Démocratie Tachée de Sang*, (en thaï), Ban Phra Athit, Bangkok, Thaïlande, 2010. (2^e édition)

Nakharin MEKTRIRATTANA, *Le monarque, protecteur de la démocratie : vie politique pendant 60 ans de règne*, (en thaï), Thammasart University Press, Bangkok, Thaïlande, 2006.

Seksan PRASERTKUL, *Le mouvement citoyen dans la démocratie en Thaïlande*, (en thaï), Vipasa, Bangkok, Thaïlande, 2009. (2^e édition)

Pramual RUJANASEREE, *Le pouvoir du Roi*, (en thaï), Bangkok, Thaïlande. (8^e édition)

Noranit SETHABUTRE, *Les constitutions et la vie politique thaïe*, (en thaï), Thammasart University Press, Bangkok, Thaïlande, 2007.

Sineenart SETHAPISAL (éd.), *Transition démocratique*, (en thaï), Open Books, Bangkok, Thaïlande, 2009.

Rangsan THANAPORNPHAN, *De Thaksinomics à Thaksinocratie 1-2*, (en thaï), Open Books, Bangkok, Thaïlande, 2005.

Rangsan THANAPORNPHAN, *De Thaksinomics à Thaksinocratie 3*, (en Thaï), Open Books, Bangkok, Thaïlande, 2005.

VALLAYA, *Thaksin, en regardant les étoiles, les pieds sur Terre*, (en thaï), Matichon, Bangkok, Thaïlande, 1999. (2^e édition)

Term VIPHAKPOJANAKIT, *L'Histoire de l'Isan*, (en thaï), 2 tomes, Bangkok, Thaïlande, 1970.